

– la maison du sport européen –

Tweets du mois

EOC EU Office

@EOCEUOffice 17 December

12th Executive Board meeting of the @EOCEUOffice successfully concluded! With @EOCmedia @DOSB and @olympijskytym

EOC EU Office

@EOCEUOffice 15 December

The @EU_Commission publishes Evaluation Report of first European Week of Sport #BeActive
http://ec.europa.eu/sport/news/2015/1211-ewos-evaluation-report_en.htm ...

EOC EU Office

@EOCEUOffice 7 December

Full room for the opening of the Special Competence Seminar 2015. Thanks to all partners and colleagues #SCS2015

Český olympijský tým

@olympijskytym 21 November

Final day of the 44th EOC General Assembly in Prague just started. Follow us:
<http://bit.ly/115ywwM>
 @EOCmedia @iocmedia

SIGGS Project

@SIGGS_EU 12 November

Project Manager @VanBaelenM and Professor @ThierryZintz just presented @SIGGS_EU to the #IFForum2015 #GoodGovernance

Table des matières

Editorial 2

UNION EUROPEENNE ET SPORT

| | |
|--|---|
| Les ministres des sports adoptent des recommandations sur l'activité physique et sportive chez les enfants | 3 |
| Première réunion du groupe de haut niveau sur le sport pour tous | 3 |
| Groupe d'experts du Conseil sur la bonne gouvernance du sport | 4 |
| Réunion et conférence du groupe d'experts RH | 5 |
| Le Parlement européen discute la réforme des visas | 6 |
| Stratégie européenne en matière d'alcool | 7 |
| L'Intergroupe Sport sur le rôle du sport dans l'accueil des réfugiés | 7 |
| Compromis sur la réforme de la protection des données | 8 |
| La diplomatie sportive discutée le groupe de haut niveau | 9 |

FINANCEMENT, ETUDES ET PROJETS

| | |
|--|----|
| Politique régionale 2014-2020 : vers la phase de mise en œuvre | 9 |
| Le projet SIGGS poursuit sa progression | 10 |
| La bonne gouvernance au cœur du Forum des FI 2015 | 11 |
| Réunion du Conseil d'administration du bureau des COE UE | 13 |
| Les COE réunis à Prague pour leur 44ème Assemblée générale | 13 |
| Séminaire de compétences du Bureau des COE auprès de l'UE | 14 |
| Rencontre avec l'Unité Sport de la Commission européenne | 15 |

LE COIN DES PARTENAIRES

| | |
|--|----|
| Sessions d'entraînement du Projet SCORE en Grande-Bretagne | 16 |
| Le projet « Gold in Education and Elite Sport » financé par Erasmus+ Sport | 17 |

LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en janvier 2016 18

– la maison du sport européen –

EDITORIAL

Chers lecteurs,

Alors qu’approche les fêtes de fin d’année, le temps est venu de faire un retour sur les évènements marquants de ces douze derniers mois mais aussi de tourner le regard vers les activités qui auront lieu en 2016.

L’année 2015 s’est révélée particulièrement riche pour les COE ainsi que pour le bureau des COE auprès de l’UE. En juin, nous avons été témoins de la première édition des Jeux Européens, à Bakou. Ce nouveau concept contribue au développement du mouvement olympique en Europe, en lui offrant enfin un évènement continental multisport. Cette année a également vu le développement d’une nouvelle activité au niveau européen, avec la première Semaine européenne du sport, en septembre. Suite à cette première édition, les possibilités de développement de cette initiative européenne demeurent importantes. De notre point de vue, un rapprochement avec la Journée Olympique pourrait notamment favoriser son développement. Une première évaluation a été publiée par la Commission Européenne, il y a quelques jours, dessinant également les premières tendances de l’édition 2016 avec notamment la mise en place d’une ouverture commune de la Semaine à travers les différents pays européens.

Ces douze derniers mois ont également vu le lancement des premiers projets européens financés par le programme Erasmus+ Sport. Parmi ceux-ci, le projet SIGGS, (“Support Implementation of Good Governance in Sport”) conduit par le bureau de COE auprès de l’UE, dont l’avancement a été plutôt remarquable avec notamment une présentation particulièrement appréciée lors du forum des Fédérations Internationales, à Lausanne, le mois dernier (voir l’article dédié). La prochaine étape importante du projet est la conférence de mi-parcours du projet, les 3 et 4 février, à Lisbonne.

Notre analyse des résultats du premier appel à projets Erasmus+ Sport avait démontré que certaines questions majeures restaient à résoudre, notamment concernant la priorité donnée au sport pour tous. L’apparition des petits projets, incluant un moins de contraintes administratives et un plus petit nombre de partenaires, est un premier pas dans la bonne direction et nous sommes impatient de voir son application lors du prochain appel à projets.

Finalement, juste avant les fêtes de fin d’année, les institutions européennes sont parvenues à un accord de compromis sur la réforme de la protection des données personnelles. En discussion depuis 2012, elle devrait être adoptée au début de l’année 2016 et entrer en vigueur en 2018. Dans cette optique, le mouvement olympique doit rester mobilisé afin d’encourager l’adoption d’une définition de l’intérêt général qui permette le maintien des actions de lutte contre le dopage et la manipulation des compétitions sportives.

L’ensemble du bureau des COE auprès de l’UE vous souhaite un joyeux Noël et une bonne année 2016 ! Et pour la dernière fois en 2015, je vous souhaite une agréable lecture, et je vous rappelle que vous pouvez nous contacter directement pour toute question ou commentaire.



Folker Hellmund
Directeur du bureau des COE auprès de l’UE

UNION EUROPEENNE ET SPORT

Les ministres des sports adoptent des recommandations sur l'activité physique et sportive chez les enfants

Les 23 et 24 novembre 2015, le Conseil « Education, jeunesse, culture et sport » a réuni à Bruxelles les ministres des Sports des Etats membres. Ils ont notamment abordé la question de la promotion de l'activité physique et sportive chez les enfants ainsi que le potentiel éducatif du sport. En se basant sur le plan d'action 2014-2020 de l'Union européenne sur l'obésité infantile, le Conseil a déploré la diminution des activités physiques et sportives chez les enfants dans les vingt dernières années, ainsi que l'augmentation du nombre d'enfants en surpoids ou obèses. Dans ce contexte, le Conseil a souligné l'importance du milieu éducatif, qui se doit de travailler main dans la main avec le mouvement sportif.

Les conclusions du Conseil recommandent le développement de politiques multisectorielles par les Etats membres et la mise en œuvre d'une coopération proche entre les écoles et les organisations sportives dans le but de promouvoir les activités extrascolaires et de développer les infrastructures sportives à destination des enfants. En outre, le Conseil a directement invité le mouvement sportif à proposer des activités non-compétitives pour les enfants, à soutenir la promotion des activités scolaires ainsi qu'à

développer des partenariats avec les municipalités et les autorités nationales.

Dans un deuxième temps, les ministres européens se sont également penchés sur la question de la représentation européenne au sein de l'Agence Mondiale Antidopage (AMA). Ils souhaitent ainsi un engagement plus régulier des institutions européennes dans les réunions de l'AMA et, en ce qui concerne la préparation des réunions, une expertise scientifique approfondie et une meilleure coordination des positions européennes.

Aucun accord n'a pu être trouvé au sujet de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation des compétitions sportives, du fait notamment de l'opposition de Malte pour des 'raisons économiques'.

PLUS D'INFORMATIONS:

[Conseil Education, Jeunesse, Culture et Sport des 23 et 24 novembre 2015](#)

[Présidence du l'UE – Conseil Sport : débat sur le potentiel éducatif du sport pour les jeunes](#)

Première réunion du groupe de haut niveau sur le sport pour tous

A l'initiative du Commissaire Tibor Navracsics, deux groupes de haut niveau sur le sport ont été mis en place : l'un sur la diplomatie sportive et l'autre sur le sport pour tous. Le second s'est réuni

pour la première fois à Bruxelles, le 9 novembre 2015. Ce groupe doit fournir des recommandations sur la façon d'améliorer les conditions du sport pour tous en Europe ainsi que de favoriser la

– la maison du sport européen –

pratique du sport par les européens. Le groupe tiendra quatre réunions et produira un rapport comprenant ses recommandations d'ici fin juin 2016.

Lors de sa première réunion, le groupe a élu deux vice-présidents et des rapporteurs. Niels Nygaard, membre du comité exécutif des COE et président du comité national olympique danois, mènera les discussions avec Graham Watson, Président d'EuropeActive – qui représente l'industrie du fitness en Europe. En outre, le président d'ENGSO Carlos Cardoso et le Secrétaire général de TAFISA Wolfgang Baumann ont été élus rapporteurs. Lors de cette première réunion, le groupe s'est mis d'accord sur la définition du sport pour tous : « *une activité physique de loisir, organisée ou non,*

pratiquée régulièrement à un niveau non professionnel dans un objectif social, sanitaire ou éducatif ». Le groupe a également déterminé la portée de son travail qui comprendra les bénéfices pour la santé, l'inclusion sociale, l'apprentissage informel, le développement des compétences et le volontariat, la dimension économique et le financement durable.

La prochaine réunion du groupe de haut niveau sur le sport pour tous aura lieu les 21 et 22 janvier 2016 à Bruxelles.

PLUS D'INFORMATIONS:

[Photos de l'événement](#)

Groupe d'experts du Conseil sur la bonne gouvernance du sport

Le groupe d'experts sur la bonne gouvernance dans le sport a tenu sa quatrième réunion, le 10 novembre dernier. Les principaux sujets à l'ordre du jour étaient : les principes directeurs pour l'attribution des grands événements sportifs, les droits des enfants et l'égalité hommes/femmes dans le sport. Le Bureau des COE auprès de l'UE a participé à cette réunion en tant qu'observateur.

Grands événements sportifs

Afin de faciliter la discussion sur les principes directeurs pour l'attribution des grands événements sportifs, des contributions écrites avaient été préalablement demandées pour l'élaboration de la seconde version du texte. Sur la base de ces contributions, dont celle du Bureau des COE auprès de l'UE, les discussions ont tourné autour de huit points principaux dont : l'autonomie du sport ou encore la portée juridique de ces recommandations et les organisations ciblées. Le Bureau des COE auprès de l'UE, soutenu par le CIO, avait demandé que soit précisé le champ d'application de ces recommandations, puisque différents aspects de la version initiale traitaient de questions liées à l'autonomie des

organisations sportives, sans même une mention pour cette dernière.

Une discussion a également eu lieu sur la « bulle de l'événement », expression qui désigne la sphère de responsabilité directe des organisations sportives dans l'organisation d'un événement, définissant ainsi la limite temporelle et spatiale de la responsabilité de l'organisateur. La nécessité d'une coordination forte entre les organisations sportives, les gouvernements et les autres parties prenantes a été mise en avant. L'expert en charge de la rédaction du texte, Jan Loorbach, va travailler sur une nouvelle version qui sera transmise aux participants pour une dernière consultation. Les recommandations devraient être finalisées avant la fin de l'année.

Droits des enfants

Alexander Husting, représentant la Présidence luxembourgeoise de l'UE, a ensuite présenté les objectifs des recommandations sur les droits des enfants. L'idée est de parvenir à une protection adéquate des jeunes athlètes et des enfants dans le sport. Ces recommandations visent les mineurs de moins de 18 ans (ou en accord avec la

– la maison du sport européen –

législation nationale). Le travail sur ces recommandations débutera au début de l'année 2016.

Egalité hommes / femmes dans le sport

Durant l'après-midi, le groupe d'experts a également discuté de la dernière version des recommandations sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans le sport. Le document suit la structure et la logique des propositions pour des actions stratégiques 2014-2020 ([Proposal for Strategic Actions 2014-2020](#)), en se concentrant sur 4 axes majeurs – la prise de décision, le coaching, la violence due au genre et les médias. Il recommande l'adoption par les Etats membres de plans d'actions globaux sur l'égalité des genres dans le sport.

Il a été décidé que chaque chapitre serait divisé en deux catégories « mesures standards minimales » et « autres actions d'approfondissement » pour soutenir les participants dans la définition de leurs priorités au niveau national. Des exemples de bonnes pratiques, comprenant un résumé des initiatives du CIO et des COE dans ce domaine, seront en annexe du document. Les recommandations doivent être finalisées avant la fin de l'année et présentées en janvier au groupe de travail sport du Conseil.

Le groupe d'experts a également discuté des listes d'engagements. Sur proposition de la Commission européenne, il a été décidé qu'un groupe de travail réduit serait mis en place pour dégager des propositions concrètes sur la structure, la réalisation et la promotion de ces listes d'engagements.

Réunion et conférence du groupe d'experts RH

Le groupe d'expert du Conseil sur la gestion des ressources humaines dans le sport (XG RH) a tenu sa 3^{ème} réunion, les 19 et 20 novembre, à Luxembourg. Le groupe a discuté trois productions mais aussi participé à une conférence sur les carrières doubles, organisée par la présidence luxembourgeoise.

Dans son introduction, la Commission a partagé les derniers avancements de trois études: l'étude sur les standards minimums à respecter pour les offres de services concernant les carrières doubles qui sera publiée en 2015 ; un atelier concernant l'étude sur les qualifications dans le domaine du sport a été organisé le 3 décembre ; et enfin un appel d'offres pour une étude sur le rôle du sport pour l'emploi des jeunes a été publié.

Une discussion approfondie sur la première production concernant le volontariat dans le sport a ensuite eu lieu. Le texte se découpe en trois parties : définition, bénéfices et défis. De plus, il a été décidé d'inclure des exemples de bonnes pratiques mais aussi de centrer les recommandations sur les défis à relever. La

version finale sera diffusée avant la fin de l'année 2015 et sera présentée au groupe de travail du Conseil en mars 2016.

La suite de la réunion a vu une présentation d'un représentant de la DG Emploi de la Commission européenne sur ESCO (classification européenne « Compétences européennes, qualifications et emplois »). L'objectif est d'identifier et de catégoriser les qualifications nécessaires à la pratique de certaines activités professionnelles. Actuellement 11 secteurs d'activités ont été finalisés, 16 sont encore en discussion. La partie concernant le sport a été présentée par un petit groupe de représentants, majoritairement provenant du secteur du fitness. Une consultation en ligne est ouverte jusqu'à fin décembre avant la finalisation du document. Les experts ont critiqué le manque de liens avec le monde sportif ou encore l'absence de communication avec le groupe d'experts.

Sur la production traitant des qualifications, le groupe a finalement décidé de développer une position sur la manière de lier les cadres de

– la maison du sport européen –

certifications nationaux et internationaux et de les combiner avec la méthodologie du [cadre européen des certifications](#).

Le deuxième jour de réunion a débuté par une discussion sur la production traitant de la contribution du sport à l'emploi des jeunes. Trois groupes de travail ont discuté la portée et les objectifs de cette production. Il a été décidé de se concentrer sur les NEETs (Sans éducation, emploi ou formation) comme groupe cible mais aussi d'avoir une meilleure vision des activités existantes avant de finaliser les recommandations. Dans cette optique, la recherche d'éléments confirmant la contribution positive du sport sur ce sujet a été définie comme prioritaire.

La prochaine réunion du groupe d'experts se tiendra le 17 mars 2016 à Bruxelles.

Durant l'après-midi du 20 novembre, les experts ont participé à la conférence sur « La dimension européenne des carrières doubles dans le sport ». Romain Schneider, ministre des Sports luxembourgeois, a appelé à une plus grande coopération européenne sur le sujet, alors

qu'Antonio Silva Mendes, directeur Sport et Jeunesse à la Commission européenne, a présenté le travail effectué jusqu'à présent.

Trois présentations ont suivi: le Dr Cees Vervoorn (Université des Sciences appliquées d'Amsterdam) a présenté l'étude sur les standards minimums à respecter pour les offres de services concernant les carrières doubles, Guy Taylor (Président du XG RH) a présenté les principaux éléments du programme "Sport England Talented Athlete Scholarship Scheme" et enfin Pascal Schaul, directeur de Sportlycée Luxembourg a parlé des besoins des petits pays.

PLUS D'INFORMATIONS:

[Information de la Commission européenne sur ESCO](#)

[ESCO Portail de Consultation](#)

[Rapport de la présidence luxembourgeoise sur la conférence sur les carrières doubles](#)

Le Parlement européen discute la réforme des visas

Le 19 novembre, le comité LIBE (Libertés Civiles, Justice et Affaires Intérieures) du Parlement européen a tenu une nouvelle discussion sur deux propositions législatives visant à renouveler le cadre légal de la politique de l'UE en matière de visas.

Lancé par la Commission européenne en 2014, ce processus vise à raccourcir et simplifier la procédure d'obtention des visas de court séjour dans l'espace Schengen, en réformant le Code des visas et en créant un nouveau visa d'itinérance. Deux aspects de ces propositions intéressent le mouvement sportif:

- Concernant le Code des visas, la proposition de la Commission européenne maintient les procédures facilitant la

délivrance de visas aux membres de la famille olympique qui participent aux Jeux Olympiques et aux Jeux Paralympiques

- Le nouveau visa d'itinérance pourrait permettre aux athlètes, s'ils sont inclus dans la liste des bénéficiaires, de séjourner plus de 90 jours dans l'espace Schengen.

Aujourd'hui, les athlètes des pays non-membres de l'UE rencontrent de nombreuses difficultés pour s'engager dans des compétitions de haut niveau se déroulant au sein de l'UE. En effet, l'actuel visa de court séjour est valable pour une durée maximale de 90 jours sur une période de 180 jours, ce qui empêche ces athlètes de satisfaire aux exigences des

– la maison du sport européen –

compétitions de haut niveau qui peuvent inclure de longues périodes de préparation et de qualification.

La proposition de la Commission européenne est maintenant entre les mains du Parlement européen et du Conseil de l'UE. Le Bureau des COE auprès de l'UE est en contact avec les députés européens travaillant sur ces deux propositions afin d'attirer leur attention sur la nécessité de permettre aux athlètes de haut niveau et à leur entourage de bénéficier du visa d'itinérance. Le bureau des COE auprès de l'UE se réjouit des derniers développements au sein du comité LIBE puisque Brice Hortefeux, le rapporteur pour la régulation sur le visa d'itinérance, a

proposé de réduire le champ d'application de ce visa d'itinérance à deux catégories d'individus dont les athlètes de haut niveau et leur entourage.

Si les députés européens parviennent à un accord, le Parlement européen pourrait voter ce texte dans la première partie de l'année 2016.

De son côté, le Conseil de l'UE devrait tenir ses premières discussions sur le sujet début 2016.

PLUS D'INFORMATIONS:

[Fiche de procédure](#)

Stratégie européenne en matière d'alcool

Les Ministres de la Santé des 28 Etats membres, réunis le 7 décembre 2015, ont demandé à la Commission européenne et particulièrement au Commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire, Vytenis Andriukaitis, de dégager d'ici fin 2016 une nouvelle stratégie européenne pour lutter contre les dommages liés à l'alcool. La première stratégie a été instaurée en 2012 et n'a connu aucune mise à jour depuis. Le sport pourrait être affecté par une éventuelle restriction des publicités pour les boissons alcoolisées, qui contribuent à son financement à différents niveaux.

Au cours de leur échange, les ministres se sont mis d'accord avec la Commission pour donner un rôle

central aux Etats membres, mais ils ont souligné l'importance d'une approche coordonnée au niveau européen. Ils ont également approuvé la résolution parlementaire pour une nouvelle stratégie, publiée en avril dernier.

La Commission envisage d'aborder les menaces liées à l'alcool dans une approche plus globale sur les facteurs de risques sanitaires, et de prendre ses responsabilités sur le terrain en coopération avec les gouvernements nationaux.

PLUS D'INFORMATIONS :

[Projet de conclusions du Conseil sur "Une stratégie de l'UE visant à réduire les méfaits de l'alcool"](#)

L'Intergroupe Sport sur le rôle du sport dans l'intégration des réfugiés.

La troisième réunion de l'Intergroupe Sport s'est tenue au Parlement européen, le 8 décembre 2015. Rassemblant plusieurs députés européens et des acteurs du monde sportif, cette réunion a permis d'évoquer le rôle du sport dans l'intégration sociale des réfugiés.

Tibor Navracsics, le commissaire européen pour l'Education, la Culture, la Jeunesse et le Sport, a ouvert la discussion en mentionnant les récentes mesures prises par l'Union Européenne (UE) pour favoriser l'accueil et l'intégration des réfugiés qui

– la maison du sport européen –

ont afflué vers l'UE depuis plusieurs mois. Le commissaire a estimé que le sport pouvait être une force motrice pour l'inclusion sociale, la santé et les échanges culturels. Rappelant que ce sujet serait traité par le groupe de haut niveau sur le sport pour tous lors de ses prochaines réunions, Tibor Navracsics a estimé que les acteurs locaux avaient un rôle majeur à jouer.

Après cette introduction, un panel de discussions a permis à huit intervenants de présenter leurs vues et leurs activités en lien avec l'intégration des réfugiés. Un jeune réfugié afghan a pu témoigner de son apprentissage du français au sein de son équipe de football avant que Ian Henry, directeur du Centre d'études et de recherches olympiques de l'Université de Loughborough évoque le rôle du sport dans l'éducation et l'inclusion sociale des

demandeurs d'asile et des réfugiés. Enfin des ONG et des fondations telles que PL4Y International, la Fondation UEFA ou Streetfootballworld ont présenté des exemples concrets de projets.

En outre, Mila Andreeva, membre du groupe de haut niveau sur le sport pour tous, a eu l'opportunité de présenter les activités et l'avancée des travaux du groupe. Elle a détaillé sa mise en place et ses premières réflexions portant sur la définition du sport pour tous.

L'intergroupe sport du Parlement européen devrait, en février, visiter un centre sportif belge qui organise des activités pour les réfugiés. Sa prochaine réunion se tiendra le 26 janvier et se concentrera sur la tierce propriété des joueurs.

Compromis sur la réforme de la protection des données

Suite au dernier bloc de négociations entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union Européenne (UE) et la Commission (les discussions en trilogue), les représentants des institutions européennes ont trouvé, le 15 décembre dernier, un accord politique sur la réforme du cadre juridique de la protection des données personnelles dans l'UE. Cette réforme, initiée en 2012 par la Commission européenne, vise à moderniser les règles de protection des données, qui datent de 1995.

Le Bureau des COE auprès de l'UE a activement suivi ce sujet, notamment en exprimant ses préoccupations au sujet des potentiels effets négatifs que cette réforme pourrait avoir sur la lutte contre le dopage et la manipulation des compétitions sportives.

Cet accord politique n'est pas le point final de la réforme puisque le texte définitif doit maintenant être adopté par le Parlement et le Conseil. Ce processus débutera le 17 décembre avec le vote

de confirmation du comité LIBE au Parlement européen et la confirmation par les représentants permanents des gouvernements européens réunis au sein du COREPER avant la fin de l'année. L'adoption finale de la réforme et sa publication officielle sont attendues au premier semestre 2016. Contrairement à la procédure traditionnelle, la nouvelle réglementation n'entrera pas immédiatement en vigueur dans les Etats membres.

Une phase de transition de deux ans est prévue afin de permettre aux Etats membres d'adapter leurs législations nationales ou de passer de nouvelles lois pour se conformer à la réforme et pour déterminer certains aspects laissés à leur discrétion.

PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

[Communiqué de presse du Conseil de l'Union Européenne](#)

[Communiqué de presse du Parlement européen](#)

– la maison du sport européen –

La diplomatie sportive passée au crible du groupe de haut niveau

Mardi 8 décembre, la Commission européenne a accueilli la deuxième réunion du groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive.

Regroupant des personnalités reconnues du monde du sport, des décideurs politiques et des universitaires, ce groupe de travail a été instauré par le commissaire Navracsics en septembre 2015 avec l'objectif de fournir des recommandations visant à faire du sport un outil à part entière de la diplomatie et de la politique étrangère européenne. M. Jean Levy, ancien ambassadeur français pour le sport, a démontré que le sport n'était pas un aspect mineur des relations internationales et a présenté aux participants les principales orientations et actions de la diplomatie du sport française.

Un exemple pratique de l'apport du sport aux politiques de développement a été donné par un représentant de l'ONG danoise 'Cross Cultures', dont le projet 'Open Fun Football Schools' initié en Bosnie Herzégovine en 1998 a permis de faciliter la collaboration et la communication intra- et intercommunautaires par le biais d'activités sportives.

Une discussion fructueuse avec les représentants du cabinet de Federica Mogherini, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères, a permis de déterminer la forme et le contenu du rapport que le groupe devra produire. Il a été convenu que les recommandations seraient divisées en quatre catégories (voisinage de l'UE ; politiques de développement ; grands événements sportifs ; renforcement des capacités des institutions européennes), et que des exemples de bonnes pratiques seraient donnés pour chacune de ces dimensions.

Les membres du groupe de haut niveau ont souligné que le mouvement sportif devait être considéré comme un partenaire important et un 'co-promoteur' des valeurs européennes en matière de politique étrangère.

La prochaine réunion du groupe de haut niveau aura lieu le 25 février 2016.

PLUS D'INFORMATIONS :

[Rapport de la Commission européenne sur le groupe de haut niveau sur la diplomatie du sport \(en anglais\)](#)

FINANCEMENT, ETUDES ET PROJETS

Politique régionale 2014-2020 : vers la phase de mise en œuvre

Après un long processus de négociations, la Commission européenne (CE) a finalement annoncé le 3 décembre que le dernier programme opérationnel (pour la région Campanie en Italie) de la politique régionale 2014-2020 avait été adopté. Cette adoption marque le début officiel de la phase de mise en œuvre de cette politique.

L'adoption a donné lieu, le 14 décembre, à la publication par la CE d'une communication intitulée « Optimiser la contribution des Fonds structurels et d'investissement européens (FSIE) à la réalisation des priorités de la Commission ». Celle-ci présente les principaux résultats des négociations entre les Etats membres et la Commission au sujet des accords de partenariat. Au total, 454 milliards

– la maison du sport européen –

d'euros ont été assignés aux FSIE avec un montant additionnel d'au moins 183 milliards de cofinancement national, donnant un montant total de 637 milliards d'euros. La communication dresse également la liste des principales réalisations attendues, dont plusieurs peuvent avoir un lien avec le sport :

- « l'investissement dans l'environnement et l'efficacité des ressources »
- « le soutien au transport durable » (vélo et marche à pieds dans les espaces urbains)
- « la promotion de l'emploi durable et de qualité »
- « l'investissement dans l'éducation et la formation »
- « la promotion de l'intégration sociale »

Concernant le dernier objectif, la référence à l'actuelle crise des réfugiés donne l'opportunité aux acteurs du sport d'obtenir des financements pour ce type de projets.

Le Bureau des COE auprès de l'UE a suivi avec attention le processus des FSIE et en particulier les possibilités pour le mouvement sportif concernant le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE). Au regard de l'importance du sport pour beaucoup de composantes de la société et de l'économie européenne, le Bureau des COE auprès de l'UE considère crucial que des projets liés au sport qui contribueraient aux priorités d'investissement de l'UE puissent être financés par ces fonds.

Le FEDER semble notamment être adapté au financement de petits projets d'infrastructures

sportives, tout particulièrement s'ils sont liés à l'inclusion sociale ou s'ils s'inscrivent dans une politique plus large de développement régional. Concernant le FSE, les possibilités pour des projets liés au sport semblent plus directes, particulièrement dans le domaine de l'emploi, de la mobilité professionnelle, de l'éducation et de la formation (par exemple pour l'amélioration des compétences des entraîneurs sportifs), l'inclusion sociale et la lutte contre les discriminations. Néanmoins, la sélection actuelle des projets pour les financements FEDER et FSE dépend largement des autorités de gestion, des fonds disponibles et des priorités d'investissement pour des régions spécifiques.

La Commission européenne mène actuellement une « étude sur la contribution du sport au développement régional par le biais des Fonds structurels » concernant l'accès du sport aux financements ESIF. Cette étude, conduite par Consultants CSES et Blomeyer & Sanz, vise en particulier à réunir les bonnes pratiques sur la période 2007-2013 et à analyser comment le sport et l'activité physique ont été pris en compte dans le nouveau cadre de référence. Le rapport final est attendu d'ici à avril 2016.

PLUS D'INFORMATIONS :

[Communiqué de presse de la Commission européenne, 3 décembre 2015](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne, 14 décembre 2015](#)

[Résumé des programmes opérationnels 2014-2020](#)

Le Projet SIGGS poursuit sa progression

Le 5 novembre 2015, le comité de pilotage du Projet SIGGS (*Support the Implementation of Good Governance in Sport*) s'est réuni pour la quatrième fois à Bruxelles. Des représentants de 8 organisations partenaires du projet ont assisté à cette réunion, durant laquelle ont été évoquées les premières expériences des partenaires avec l'outil

d'auto-évaluation. Un premier aperçu des feuilles de routes ainsi que des futurs ateliers stratégiques ont également été proposés.

Jonas Christiaens, représentant la société NOVAGOV a présenté les premières statistiques concernant la participation des fédérations

– la maison du sport européen –

nationales dans les sept pays participants. Il a également expliqué le développement des différents aspects de l'outil d'auto-évaluation. L'ensemble des partenaires du projet se sont montrés satisfaits de l'outil d'auto-évaluation et des fonctionnalités déjà installées.

Matthias Van Baelen, responsable du projet, a ensuite pu présenter les 10 premières feuilles de route déjà réalisées sur les 20 qui seront développées pour le projet SIGGS. Ces feuilles de route comprennent différentes composantes telles qu'une liste de risques potentiels, une série d'instruments pour y répondre ou les prévenir, des exemples de bonnes pratiques et des recommandations d'actions concrètes en vue d'améliorer le niveau de gouvernance de chaque organisation. Les partenaires du projet ont été agréablement surpris par les progrès et la qualité du travail réalisés sur les feuilles de route. L'équipe en charge du développement du projet va continuer à peaufiner ces dernières afin de pouvoir les présenter dans leur totalité lors de la conférence de mi-projet, qui se tiendra les 3 et 4 février à Lisbonne.

Suite à la réunion du comité de pilotage, il a été décidé de reporter la clôture de l'outil d'auto-évaluation au 20 novembre.



Pour cette première période de tests, un total de 149 organisations sportives issues de 7 pays différents ont réalisé leur auto-évaluation (Allemagne, Belgique, Lituanie, Luxembourg, Portugal, Slovénie et Turquie). Parmi elles, 7 comités nationaux olympiques, 1 comité paralympique, 3 confédérations sportives nationales et plus de 130 fédérations nationales. Une analyse plus précise, respectant la confidentialité des participants, sera réalisée dans les semaines à venir.

PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet du Projet SIGGS \(en anglais\)](#)

La bonne gouvernance au cœur du Forum des Fédérations Internationales 2015

Du 11 au 13 novembre 2015, des représentants des fédérations internationales (FI) se sont rassemblés à Lausanne à l'occasion du Forum des FI 2015. L'édition de cette année était consacrée à la gouvernance du sport.

Le Bureau des COE auprès de l'UE, qui développe le Projet SIGGS (pour « *Support the Implementation of Good Governance in Sport* »), a pu présenter ses objectifs et ses composantes lors d'une session dédiée à « *la mise en œuvre de la*

bonne gouvernance ». Cette session a été ouverte par Pere Miro, directeur général adjoint du CIO, et Kit McConnell, directeur des sports du CIO.

Dans leur présentation, ils ont clairement rappelé l'importance de la bonne gouvernance en déclarant par exemple que « *la bonne gouvernance et l'autonomie sont les deux faces d'une même pièce* ». Ils ont également rappelé que pour le CIO, les Principes Universels de Base de Bonne Gouvernance (PGG) étaient le document de référence. Concernant la mise en œuvre de

– la maison du sport européen –

l'Agenda Olympique 2020, ils ont annoncé que le CIO développait actuellement des outils pratiques pour aider les comités nationaux olympiques (CNO), les fédérations internationales (FI) et nationales.

Le CIO développe en particulier des outils d'auto-évaluation pour lesquels il collecte actuellement des exemples de bonnes pratiques.

Le Projet SIGGS, présenté par son responsable Matthias Van Baelen et par Thierry Zintz de l'Université de Louvain-la-Neuve (UCL), est l'un des



projets que le CIO suit avec un grand intérêt. Durant la présentation du projet, il a été souligné que l'objectif majeur était de fournir des conseils pratiques aux CNO et aux fédérations sur la façon d'améliorer leur gouvernance. Le projet s'appuie sur les deux documents de référence que sont les principes de bonne gouvernance de l'UE dans le sport et les PGG. De plus, la méthodologie du projet a été détaillée mettant l'accent sur les plans d'actions personnalisés qui soutiendront la mise en œuvre concrète de certains principes pour les organisations participantes.

Le Projet SIGGS, qui doit se poursuivre jusqu'à la fin 2016 avec la finalisation des principaux outils durant le premier semestre, a été accueilli très favorablement par de nombreuses fédérations internationales. L'intérêt de l'outil à la fois pour les fédérations nationales, internationales et les comités nationaux olympiques a été unanimement

reconnu.



Suite à l'ensemble des discussions les FI ont adopté la déclaration suivante : « Les FI acceptent l'invitation du CIO à travailler ensemble dans le but d'établir des indicateurs et des outils d'évaluation, mais également pour promouvoir leur utilisation dans leurs sports respectifs. L'objectif de cet engagement est d'assurer que la gouvernance des institutions sportives puisse être aisément évaluée publiquement et contrôlée de façon continue. Cela sera fait de façon inclusive, en tenant compte des meilleures pratiques et en utilisant les outils disponibles les plus efficaces afin d'établir le meilleur processus mais aussi de promouvoir et d'assurer une **CULTURE DE LA BONNE GOUVERNANCE** au sein de toutes les fédérations sportives ».

Les responsables du Projet SIGGS vont donner leur maximum pour que l'outil SIGGS atteigne les hautes attentes placées en lui. Le Projet SIGGS est d'ores et déjà en contact proche avec le CIO, qui le supporte officiellement. Le Projet SIGGS souhaite contribuer à l'échange des meilleures pratiques, à l'amélioration quotidienne des principes de bonne gouvernance et au développement d'une culture de la bonne

PLUS D'INFORMATIONS

[Site du Forum IF 2015 \(en anglais\)](#)

[Site du Projet SIGGS \(en anglais\)](#)

– la maison du sport européen –

Réunion du conseil d'administration du bureau des COE auprès de l'UE

Le 17 décembre 2015, le 12^{ème} conseil d'administration du bureau des COE auprès de l'UE s'est tenu à Bruxelles. Les représentants des COE (Patrick Hickey, Président, and Kikis Lazarides, Trésorier), du Comité Olympique allemand DOSB (Michael Vesper, President) et du Comité Olympique Tchèque (Roman Kumpost, Directeur des affaires internationales) ont discuté le budget du bureau des COE auprès de l'UE et ses activités en 2015. Niels Nygaard, membre du Comité exécutif des COE et membre de liaison de la commission EU des COE ainsi que Jean-Michel Saive, président de la commission des Athlètes des COE ont également pris part à la réunion.

Folker Hellmund, directeur du bureau des COE auprès de l'UE a présenté les activités principales du bureau dont le travail effectué sur le projet SIGGS ("Support the Implementation of Good Governance in Sport") qui continuera également en 2016. Il a également mentionné le succès qu'a

représenté l'organisation de la Soirée européenne du Sport, en mai 2015, les activités de lobbying dans le domaine d'Erasmus+ Sport, de la réforme de la protection des données et de la réforme de la politique des visas ainsi que les nouvelles actions de communication du bureau.

De plus, le conseil a également discuté des défis de 2016 et notamment des discussions actuelles sur le Marché Unique Numérique. La nomination de Jean-Michel Saive en tant que représentant de la Commission des Athlètes Olympiques auprès de l'UE a également été décidée. Le CA a également approuvé le budget et le plan de travail 2016.

Finalement, les membres du CA ont exprimé leur gratitude et leur satisfaction aux membres du bureau des COE auprès de l'UE pour leur excellent travail.



Les Comités Olympiques Européens réunis à Prague pour leur 44ème Assemblée générale

Les 20 et 21 novembre derniers, le Comité Olympique tchèque a accueilli la 44ème Assemblée générale des Comités Olympiques Européens (COE). Organisée à Prague, cette Assemblée générale a réuni les représentants des

50 comités nationaux olympiques européens mais également des délégations des prochains Jeux Olympiques (JO), du Festival Olympique de la Jeunesse Européenne et des cinq villes candidates pour les JO de 2024. Le Président du

– la maison du sport européen –

CIO Thomas Bach, son Président d'honneur, Jacques Rogge et le Président d'honneur des COE Mario Pescante ont également assisté à l'événement.

Après un hommage aux victimes des attaques de Paris, la première journée de l'événement était dédiée à des rapports sur les activités des COE, dont un compte-rendu des premiers Jeux européens de Bakou ainsi que des présentations des éditions passées et futures du Festival Olympique de la Jeunesse Européenne. Le CIO a également donné de plus amples informations sur ses activités, le Président Bach soulignant notamment l'importance de la mise en œuvre de l'Agenda 2020.

Les activités de l'Union européenne étaient également au programme avec le rapport de Neinar Seli, Président du comité olympique estonien et de la commission UE des COE, portant sur les deux réunions organisées par la commission UE des COE cette année. Soulignant le support apporté par le bureau des COE auprès de l'UE, M. Seli a expliqué que sa commission avait profité de la réunion de Bruxelles « pour rencontrer plusieurs représentants de l'UE, dans le but d'exprimer notre intérêt et celui du Mouvement olympique dans son ensemble, ainsi que de s'assurer que celui-ci était clairement compris et pris en compte dans les politiques sportives européennes ».

Folker Hellmund, directeur du Bureau des COE auprès de l'UE, a ensuite présenté le travail accompli par le bureau pour promouvoir les vues du Mouvement olympique. Il a également souligné les défis rencontrés au niveau européen, et notamment « le besoin de professionnaliser nos commissions d'athlètes afin de leur permettre de rivaliser avec les syndicats d'athlètes ». Le Président des COE Patrick Hickey a remercié le Bureau des COE auprès de l'UE pour son travail et a invité les participants à en apprendre plus sur le bureau en visitant le stand d'information mis à leur disposition pendant les deux jours de l'événement.

L'Assemblée Générale a également été l'occasion de remettre la récompense de meilleur jeune athlète européen de l'année 2015 au cycliste sur piste tchèque Jiri Janosek, ainsi que cinq « Lauriers Olympiques » aux dirigeants de CNO européens Morana Palikovic Gruden (CRO), Alain Geles (FRA), Joseph Cassar (MLT), Ioan Dobrescu (ROU) et Igor Kazikov (RUS).

Pour conclure, Patrick Hickey a annoncé que les COE tiendraient leur prochaine Assemblée Générale à Minsk, invités par le CNO biélorusse qui célébrera, en 2016, son 25ème anniversaire.

PLUS D'INFORMATIONS

[Les Lauriers Olympiques honorent cinq dirigeants sportifs européens](#)

Séminaire de compétences du Bureau des COE auprès de l'UE

Le Bureau des COE auprès de l'UE a accueilli le 7 décembre son séminaire de compétences annuel, suivi par un atelier sur les financements européens, le lendemain.

Lors de la première journée, Folker Hellmund a présenté les activités du Bureau des COE auprès de l'UE ainsi que les nouveaux services et

membres de l'équipe. Une nouvelle plateforme Intranet sera lancée en janvier et un nouveau format de séminaires sera initié. Les partenaires ont ensuite évoqué leurs activités récentes et leurs projets européens, les CNO allemand et luxembourgeois mentionnant notamment leur projet respectif sur l'intégration sociale des réfugiés.

– la maison du sport européen –

Après que le Bureau des COE auprès de l'UE ait évoqué plusieurs aspects des politiques européennes liées au sport, Gianluca Monte, gestionnaire de dossier à la DG concurrence (COMP) de la Commission européenne a présenté la politique européenne en matière de concurrence et les deux principaux sujets traités par la DG COMP : les pratiques anticoncurrentielles et les aides publiques. Il a ainsi expliqué le processus d'examen réalisé par la DG COMP et son impact potentiel sur le sport au travers l'exemple du cas impliquant l'Union internationale de patinage (ISU). Après cet aperçu, les partenaires ont pu discuter de la conception du sport de la Commission.

Le 8 décembre, un atelier sur les financements européens à destination du sport étaient ouverts à la fois aux partenaires du Bureau des COE auprès de l'UE et aux autres NOCs européens. Le Programme Erasmus+ Sport, les possibilités d'accès au financement européen pour les pays non-membres et les fonds structurels européens ont été présentés par le Bureau des COE auprès de l'UE.

Puis Luciano Di Fonzo, directeur du secteur sport de l'Agence exécutive éducation, audiovisuel et culture (EACEA) de la Commission européenne, a détaillé le processus de candidature pour les financements Erasmus+. Les participants ont ensuite pu poser leurs questions au sujet du

formulaire et des exigences techniques pour les candidatures, et obtenir des informations sur l'attribution de financements à des organisations sportives lors des précédents appels à propositions. Une discussion portant sur les projets



européens initiés par certains partenaires s'en est suivie, avec la présentation de bonnes pratiques par les NOC français et croate.

Pour conclure ces deux jours de séminaire, les partenaires ont pu profiter des ateliers spéciaux consacrés aux différents aspects des financements européens : la phase d'inscription, la préparation et l'écriture des candidatures, la soumission des candidatures et leur sélection ainsi que la réalisation des projets, et enfin un atelier spécial dédié aux possibilités de financement européen pour les pays non-membres.

Rencontre avec l'Unité Sport de la Commission européenne

Le 2 décembre 2015, le Bureau des COE auprès de l'UE a reçu Yves Le Lostecque et Susan Hollman, directeur et directrice adjointe de l'Unité Sport de la Commission européenne, pour discuter des développements récents de la politique sportive européenne.

Concernant le programme Erasmus+ Sport, Yves Le Lostecque a estimé que la mise en place des petits projets était positive, et a exprimé le souhait de voir augmenter les candidatures émanant du mouvement sportif. Il a également indiqué que les objectifs et priorités de cet outil seraient réévalués l'année prochaine. Par ailleurs, le prochain

Erasmus+ Info Day aura lieu à Bruxelles, le 3 mars 2016.

Au sujet du groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive, aucun suivi n'a été décidé pour le moment. Cet aspect sera précisé après la remise du rapport par le groupe, et en accord avec les priorités politiques dégagées à ce moment. Cependant, la future présidence slovaque de l'Union européenne a déjà identifié ce sujet comme l'une de ses priorités.

Concernant le Marché Unique Numérique, l'Unité Sport s'est réjoui de la rencontre de trois commissaires européens avec la coalition des

– la maison du sport européen –

détenteurs de droits sportifs (*Sports Rights Owners Coalition*) comme un développement positif.

Les évolutions relatives au Marché Unique Numérique seront discutées lors du Forum du Sport, organisé à La Haye les 9 et 10 mars 2016. La bonne gouvernance, en particulier celle des grands événements sportifs, le nouveau plan de travail de l'UE pour le sport et la Semaine européenne du sport y seront également des sujets importants.

Les grands événements sportifs seront au centre de l'attention de la Présidence néerlandaise de l'UE, qui débutera en janvier 2016. Elle souhaite restaurer une image positive du sport et prévoit une déclaration sur les grands événements sportifs. Les Pays-Bas envisagent également une conférence sur le dopage et la protection des données personnelles, en collaboration avec la Commission européenne, en juin 2016.

Yves Le Lostecque a également annoncé un rapport sur la Semaine européenne du sport 2015 (publié le 14 décembre). Les perspectives pour la prochaine édition tendent vers une organisation plus concertée entre les Etats membres comprenant notamment un événement d'ouverture parallèle, ainsi qu'une plus grande flexibilité : les thèmes centraux seront toujours communs mais sans journée spécifiquement attribuée.

Une évaluation approfondie de cette Semaine du sport est prévue dans deux ans, avec une potentielle refonte globale du concept pour l'édition 2017.

PLUS D'INFORMATIONS :

[Rapport d'évaluation de la Semaine européenne du sport 2015 \(en anglais\)](#)

LE COIN DES PARTENAIRES

Lancement des sessions d'entraînement du Projet SCORE en Grande-Bretagne



Le projet SCORE promeut l'égalité homme-femme dans le coaching et vise à faire augmenter le nombre de femmes entraîneurs à tous les

niveaux du sport. Il est mené par ENGSO et cofinancé par le Programme Erasmus+ Sport.

Durant l'année 2015, le principal objectif aura été le développement des outils au service des organisations sportives et des femmes intéressées par l'entraînement. La seconde année du projet verra l'organisation de sessions de formation dans huit pays afin d'y faire découvrir les instruments développés et de former les instances

gouvernantes du sport à améliorer l'égalité des genres au sein de leurs organisations.

La première session de formation a eu lieu le 26 novembre à Derby, en Grande-Bretagne. Elle a vu des représentants de différents sports, tels que le canoë, le hockey sur gazon, le volleyball et la natation, se retrouver pour réfléchir à la situation actuelle, se familiariser avec les instruments du Projet SCORE et définir leurs objectifs et les prochaines étapes à atteindre. L'entraîneur de hockey sur gazon Carolyn Rolleston a tenu un discours stimulant en partageant son expérience de coach. Des sessions similaires seront organisées au cours de l'année 2016 en Croatie, à Chypre, en Finlande, en Allemagne, en Lituanie, au Portugal et en Suède.

– la maison du sport européen –

En plus de ces sessions de formation, le second instrument majeur du projet traite de la formation des éducateurs. Le projet formera ainsi plus de vingt entraîneurs qui pourront à leur tour former

des femmes dans leur pays respectif. Le projet SCORE se poursuivra jusqu'à fin 2016.

PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet du Projet SCORE \(en anglais\)](#)

Le projet « Gold in Education and Elite Sport » financé par Erasmus+ Sport

Plusieurs partenaires du bureau des COE auprès de l'UE sont impliqués dans le projet « *Gold in Education and Elite Sport* » (GEES), financé par le programme Erasmus+ Sport. L'Ecole du Sport du Comité Olympique italien (CONI), le Comité Olympique Néerlandais (NOC*NSF) et le Confédération sportive de Suède (RF) font partie de ce projet conduit par l'INSEP et la VUB de Bruxelles (Vrije Universiteit Brussel).



La subvention a été accordée dans le cadre de l'appel à projets 2014, et le projet porte sur les doubles carrières (s'inspirant des Orientations de l'UE sur les doubles carrières de 2012). Ce projet réunit un consortium de chercheurs et d'experts internationalement reconnus. Neuf pays y contribuent par le biais d'institutions telles que des universités, des instituts du sport ou des comités nationaux olympiques.

L'objectif du projet GEES est de favoriser le succès des athlètes dans le sport, l'éducation et l'emploi grâce à l'optimisation de leurs compétences et le développement des services d'accompagnement des double-parcours. Des exemples de bonnes pratiques doivent être dégagés dans le cadre de ce projet, en se basant à la fois sur l'avis d'étudiants-athlètes de haut niveau concernant leur parcours global, et sur l'opinion de spécialistes concernant les compétences particulières requises pour mener à bien une double carrière.

Les résultats seront diffusés sur le site internet du projet, sur les réseaux sociaux, dans des articles, des présentations ainsi que lors d'ateliers et de conférences.

Cette initiative doit fournir des outils au niveau européen :

- En définissant des profils types de compétences pour les athlètes et les services d'accompagnement aux carrières doubles, ainsi que des instruments et des techniques pour optimiser ces services. Ces outils seront développés grâce aux données collectées auprès d'environ 5000 athlètes de 12 à 18 ans et 4400 athlètes de 18 à 25 ans, ainsi qu'auprès de 525 experts et professionnels du soutien aux doubles carrières.
- En fournissant la base d'un cadre européen de référence pour les compétences des athlètes visant un cursus double, et pour les compétences des prestataires de services de soutien aux carrières doubles, afin de publier un guide européen pour les services d'accompagnement des doubles carrières dans les Etats membres.

La phase 1 du projet a vu 3 252 étudiants-athlètes répondre à l'enquête dans les neuf pays partenaires. Les trois compétences les plus importantes reconnues par les jeunes athlètes sont la persévérance dans les moments difficiles et face à l'échec, la prise en compte du repos et de la récupération et la capacité à gérer la pression tant dans le sport que dans les études.

– la maison du sport européen –

Jusqu'au mois d'avril 2016, la phase 2 du projet s'intéressera aux compétences des fournisseurs de services de soutien aux doubles carrières.

[PLUS D'INFORMATIONS](#)

[Site internet du projet](#)

LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en janvier

| | |
|----------------------|--|
| 23/12 – 03/01 | Fermeture du Bureau des COE auprès de l'UE |
| 12 janvier | Groupe d'experts du Conseil HEPA, Bruxelles |
| 20 janvier | Comité exécutif du Bureau des COE auprès de l'UE, Bruxelles |
| 20-21 janvier | Comité exécutif des COE, Lausanne |
| 21 janvier | Date limite de dépôt des projets Erasmus+ 2016 |
| 21-22 janvier | Groupe de haut niveau sur le sport pour tous, Bruxelles |
| 26 janvier | Intergroupe Sport du Parlement européen sur la tierce propriété dans le sport, Bruxelles |



EU Office

RAPPORT MENSUEL

NOVEMBRE-DECEMBRE 2015

– la maison du sport européen –